

On ne remarque rien, dans le palmarès du ministre qui laisse présager certains changements nécessaires, dont l'un des principaux, à mon avis, serait de faire concorder le Règlement de la Chambre avec l'orientation d'un premier ministre dans le vent, d'un premier ministre jeune, comme on semble le croire. Au fait, parmi les premières réformes à effectuer, on aurait dû faire disparaître cette stupidité qui consiste à ne pas savoir quand commencent et finissent les sessions. Depuis des années, je constate qu'à la législature provinciale du Québec,—l'Assemblée nationale d'aujourd'hui—de même qu'à la Chambre des communes, tous les gouvernements qui se sont succédé se sont servis de ce petit chantage de fin de session pour faire adopter à la vapeur des projets de loi, fussent-ils aussi monstrueux que le bill C-259, et fussent-ils aussi importants pour l'avenir du pays que le bill C-176.

• (midi)

Monsieur le président, ce petit jeu d'une tradition douteuse que le gouvernement met encore en application en 1971, je le trouve—je le répète—stupide et imbécile. Et j'espère qu'à l'aube de la nouvelle année, on apportera cette réforme essentielle à notre régime parlementaire. J'espère aussi que lorsqu'on fixera les dates d'ouverture et d'ajournement d'une session, nous n'assisterons plus à ce manège ridicule dont tous les gouvernements ont usé jusqu'ici. Et nous les connaîtrions, ces dates, si l'organisation était plus logique et plus raisonnable. Nous n'assistions sans doute pas au triste spectacle de toutes ces banquettes vides et de ces visages étirés de députés qui ont siégé jusqu'à sept heures du matin.

Monsieur le président, quand même on voudrait me faire croire que cela est normal, je le répète, ce ne l'est absolument pas. Et si le programme du gouvernement avait comporté des réformes aussi élémentaires que celles de savoir ordonner et organiser une session, si le gouvernement sait le temps exact qu'on doit prendre pour disposer de chaque projet de loi qu'il doit faire adopter au cours d'une session, pourquoi ne nous dit-il pas, au début de la session, tout de suite, l'ordre dans lequel seront présentés ces projets de loi? Il s'agit de faire une réforme élémentaire. C'est cela une société juste! Commençons par rendre juste le Parlement.

N'était-il pas ridicule, monsieur le président, de constater, hier soir ou cette nuit, tous ces votes à la vapeur! On voyait fonctionner à merveille la machine à voter du gouvernement.

Combien de députés ministériels savaient pourquoi ils votaient? Combien ont remarqué qu'en appuyant certains amendements proposés au bill C-176, ils votaient contre les producteurs agricoles de ce pays? Il n'était même pas électoralement rentable de voter contre certains amendements proposés hier. On l'a fait quand même. L'ensemble des ministériels constitue une machine à voter.

On s'attendait à beaucoup mieux. Si les ministériels sont satisfaits,—je répète ici l'opinion des gens de ma circonscription, opinion qui est partagée, j'en suis sûr, par tous les citoyens du Québec et même du Canada—je dirai que lorsque nous avons rencontré nos électeurs, à l'occasion de Noël,—puisque durant ce temps le très honorable premier ministre (M. Trudeau) recevait son messie—alors que nous étions dans nos familles, ceux-ci nous disaient: Comme c'est fou, comme c'est naïveux! Pourquoi allez-vous retourner siéger entre Noël et le jour de l'An?

Pourquoi nous fait-on faire cela, monsieur le président? Parce qu'on sait fort bien qu'aux yeux de la population, c'est toujours l'opposition qui est la cause des retards.

C'est toujours l'opposition qui retarde les travaux de la Chambre. Et, encore une fois, le très honorable premier ministre, le gouvernement, le cabinet s'adonnent à ce petit jeu. C'est faire preuve de malhonnêteté intellectuelle, monsieur le président, que d'agir de cette façon. On agit ainsi pour que la population croie que c'est l'opposition qui retarde les travaux. Et le gouvernement en profite pour dire à la population: Puisqu'il est évident que l'ajournement va se prolonger jusqu'au 16 février et que nous aurons des élections au mois d'avril, l'opposition nous a obligés à imposer le bâillon et à siéger le 31 décembre.

Je suis d'avis, monsieur le président, que si nous avions une organisation parlementaire véritablement efficace, de telles choses n'arriveraient pas du tout et que la première susceptible de nous donner cette société juste dont le très honorable premier ministre se vante, c'est celle que je viens de mentionner. Il aurait montré par là qu'il mettait de côté la «partisanerie» politique, qu'il tenait pour acquis que tous les députés sont sur un pied d'égalité, qu'il s'agisse de celui de Champlain ou de Mount Royal.

Tous, ici, sont sur un même pied. En enlevant la «partisanerie» politique du Parlement, on assisterait à un véritable début de réalisation de la société juste, car, comme représentants de toute la population de ce pays, nous nous devons de faire les réformes parlementaires qui s'imposent pour nous aider à bien travailler. Alors, je blâme le gouvernement de ne pas l'avoir fait.

Qu'est-ce à dire? Encore une fois, on a mis en marche la «machine à taxes». C'est toujours la même chose, monsieur le président! Malgré nos efforts, nos explications et les solutions réellement positives, il n'y a rien à y faire; la seule solution, c'est «la machine à taxes», et toutes les lois adoptées, pour ne pas dire imposées, aboutissent toujours à la réforme fiscale. Dans quel but?—Dans le but de taxer pour un milliard ou deux milliards de dollars de plus.

Monsieur le président, plusieurs choses auraient pu être faites, mais elles ne l'ont pas été. Certaines choses ont été faites, et elles n'auraient jamais dû l'être.

J'en reviens—puisque c'est là un point marquant de cette session et ce sera sans doute le point marquant que l'histoire retiendra—aux fameuses mesures de guerre. A l'occasion de leur adoption, le gouvernement nous a fait croire à une insurrection appréhendée, ce qui était faux! Le gouvernement s'est emballé dans le but de se faire du capital politique. L'histoire, monsieur le président, prendra sa revanche là-dessus!

Voici une autre réforme que le ministre a oublié de mentionner dans son «palmarès», monsieur le président, c'est celle du Sénat. Que faisons-nous ici, ce matin?—Nous attendons. Nous attendons quoi?—Nous attendons que ces messieurs de l'autre endroit renvoient le bill, tel qu'il a été déposé, puisqu'on n'y changera rien. Cette attente ridicule nous empêche d'être près de nos familles, près de nos enfants, en cette veille du jour de l'An. Pourquoi attendons-nous? Quels changements les sénateurs vont-ils apporter au bill C-176?—On le sait! C'est un rituel, c'est toujours la même chose. Et nous attendons stupidement, faisant croire au peuple que nous sommes sérieux.

Monsieur le président, je dénonce de telles façons de procéder. Normalement, j'avais l'intention de ne pas revenir à Ottawa cette semaine, parce que je ne voulais pas être complice de cette stupidité, mais je me suis dit: Il faut que j'y aille quand même, pour dire que c'est stupide, car peut-être personne n'y a-t-il jamais pensé.

Monsieur le président, alors que depuis 1968 on attendait le messie, la réalisation de la société juste, qu'a-t-on obtenu? Justin!